

Ville et environnements urbains (fiche nationale)

RNCP41383 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	341, 343
Formacode(s)	12512, 12522, 13027, 12533
Code(s) ROME	K1404, K1802, M1403, K2302
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/08/2030

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040
UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL · SIRET : 13002612300013
CY CERGY PARIS UNIVERSITE · SIRET : 13002597600015
UNIVERSITE DE LA REUNION · SIRET : 19974478000016
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES RENNES · SIRET : 19350097200016
INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE JEAN-FRANCOIS CHAMPOLLION · SIRET : 19811201300018
UNIVERSITE COTE D'AZUR · SIRET : 13002566100013
UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014
UNIVERSITE DU MANS · SIRET : 19720916600010
ECOLE HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE · SIRET : 13000362700010
UNIVERSITE JEAN MONNET (EPSCP) · SIRET : 93850168100010
ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES · SIRET : 19753501600020
ECOLE CENTRALE DE NANTES · SIRET : 19440100600011
ECOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT · SIRET : 13000288400018
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE LYON · SIRET : 19690184700018
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES · SIRET : 19440104800021
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE SAINT-ETIENNE · SIRET : 19421614900014

Partenaires habilités

3 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 3 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
Association VECTEUR	39334439500024	Former et organiser l'évaluation
CFA DESCARTES SUP	39089496200062	Former et organiser l'évaluation
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE RENNES	19352317200016	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention, et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Les villes et leurs environnements urbains sont au cœur des transformations liées au changement climatique et aux transitions socio-écologique, énergétique et numérique. L'économie circulaire, l'accessibilité, ainsi que l'essor des outils numériques et de l'intelligence artificielle modifient en profondeur les métiers de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'environnement et de la santé, et accroissent les besoins en compétences pour concevoir, piloter et évaluer les projets urbains.

La mention de master « Ville et environnements urbains » atteste de compétences en diagnostic territorial, en modélisation des dynamiques urbaines, sociales et environnementales, en conception et évaluation de projets intégrant les transitions socio-écologiques, numériques et sanitaires, ainsi qu'en animation de démarches participatives et prospectives.

Elle mène à des emplois de chargé de mission dans les différents domaines de l'urbanisme, des politiques sociales et urbaines, de l'environnement et du développement territorial, de chef de projet en aménagement (habitat, mobilité, gestion des déchets, économie circulaire ou adaptation au changement climatique), de chargé de rédaction et de mise en œuvre des principaux plans et documents de planification urbaine, environnementale et sanitaire, ainsi que de consultant et manager de projets urbains complexes.

ACTIVITÉS VISÉES

- Élaboration de diagnostics territoriaux en lien avec des problématiques urbaines (urbanisme durable, gestion des flux, modes de vies, inégalités socio-spatiales, mobilités, accessibilité et inclusion, habitat, patrimoine, activités commerciales, animation territoriale, nature en ville, gestion des déchets, risques, santé...) pour répondre aux enjeux environnementaux actuels et à venir dans des contextes socio-économiques incertains
- Production de données et d'informations à des fins d'aide à la décision ou d'échanges multi-acteurs
- Conception de projets d'aménagement urbain en lien avec les politiques publiques, les transformations sociales et les enjeux environnementaux
- Planification et évaluation de projets d'aménagement urbain en intégrant les politiques publiques, les stratégies de remédiation environnementale et de renouvellement urbain et les vulnérabilités urbaines
- Conduite de projets territoriaux urbains durables et raisonnés et accompagnement des acteurs dans les démarches de planification urbaine
- Animation de projets dans une démarche de participation des différentes parties prenantes
- Élaboration de scénario prospectifs sur la ville de demain y compris dans le cadre de comparaisons internationales
- Veille stratégique et opérationnelle (politique, scientifique, législative, juridique, culturelle et sociale...) et ouverture internationale

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité

d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques
- Collecter des données scientifiques et techniques à différentes échelles sur l'urbain et les modes de vie urbains (organisation fonctionnelle, dynamiques, questions d'accessibilité...) en utilisant des techniques quantitatives et qualitatives
 - Analyser des données spatiales, démographiques et statistiques, après traitement, en mobilisant des logiciels spécialisés (SIG, logiciels de statistique, outils de modélisation spatiale, bases de données, intelligence artificielle) pour montrer les interdépendances et les interrelations
 - Analyser de manière critique les effets du changement global sur les organismes urbains et des outils de programmation urbaine en lien avec les enjeux sociaux et les politiques urbaines (recyclage foncier, trames écologiques, lutte contre les îlots de chaleurs, renaturation des rivières...) en mobilisant des données scientifiques et des modèles environnementaux
 - Modéliser des dynamiques urbaines et environnementales à l'aide de méthodes quantitatives et spatiales, en intégrant des données multiformes (géographiques, climatiques, sociales, économiques, sanitaires...)
 - Associer les différentes parties prenantes (communautés scientifiques, acteurs publics et privés, citoyens, associations) dans des démarches participatives et collaboratives pour alimenter la réflexion
 - Rédiger des rapports scientifiques et techniques à destination de publics variés (chercheurs, institutions, entreprises, acteurs locaux)
 - Adapter les outils et les principes de planification spatiale au regard des contextes locaux différenciés (politiques, institutionnels, financiers, économiques, juridiques) en tenant compte des échelles d'action
 - Évaluer les impacts des mutations sur les espaces et les sociétés urbaines, en croisant données environnementales, sanitaires, socio-économiques, spatiales et géopolitiques à différentes échelles
 - Intégrer dans les projets des éléments de temporalité (gestion de l'incertitude, évolution des normes...) et les faisabilités économiques, techniques et juridiques des projets
 - Développer des démarches pro-actives face aux impératifs écologiques, sociaux et sanitaires en privilégiant des projets de systèmes urbains adaptables et résilients (naturation de la ville, moindre artificialisation...) autant que de remédiation (atténuation des impacts)
 - Proposer des solutions innovantes en matière d'économie circulaire, de gestion des déchets, de recyclage, de valorisation matière et énergétique tenant compte des demandes et des réticences sociales et des contraintes techniques, d'accessibilité et financières.
 - Répondre à un appel d'offres en intégrant les critères économiques, techniques, juridiques, administratives pour engager un projet d'aménagement et d'environnement urbain
 - Construire des scénarios prospectifs en tenant compte des évolutions socio-démographiques, technologiques et réglementaires, des différentes stratégies de transition et en utilisant le benchmarking
 - Assurer une veille sur les directives, lois et règlements et les expériences internationales ayant trait à l'accessibilité, la transition écologique, l'aménagement et l'environnement urbain
 - Animer une gouvernance multi-acteurs en coordonnant les jeux d'acteurs et en intégrant les principes de gouvernance multi-échelles dans un processus de gestion de projet
 - Promouvoir les collaborations avec des acteurs aux profils variés (collectivités, usagers, techniciens, entreprises) et le travail avec une équipe pluridisciplinaire en contribuant au développement des compétences, à la transmission de

savoirs et à la gestion des dynamiques collectives

- Assurer le suivi des projets et de ses impacts dans ses différentes dimensions en construisant des indicateurs adaptés aux objectifs fixés
- Évaluer les projets conduits en réalisant des audits au regard des exigences environnementales et sociales en vigueur ou des politiques, pratiques et contrôles de conformité afin d'avoir une vision intégrée des problématiques
- Présenter au commanditaire public ou privé l'analyse de l'évaluation du projet et la proposition de solutions concrètes pour assurer la pérennité du projet
- Assurer une veille sur les directives, lois et règlements et les expériences internationales ayant trait à l'accessibilité, la transition écologique, l'aménagement et l'environnement urbain

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles qui sont proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP41383BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC05 — Réaliser un diagnostic écosystémique intégrant les différentes dimensions des organismes urbains

LISTE DE COMPÉTENCES

- Collecter des données scientifiques et techniques à différentes échelles sur l'urbain et les modes de vie urbains (organisation fonctionnelle, dynamiques, questions d'accessibilité...) en utilisant des techniques quantitatives et qualitatives
- Analyser des données spatiales, démographiques et statistiques, après traitement, en mobilisant des logiciels spécialisés (SIG, logiciels de statistique, outils de modélisation spatiale, bases de données, intelligence artificielle) pour montrer les interdépendances et les interrelations
- Analyser de manière critique les effets du changement global sur les organismes urbains et des outils de programmation urbaine en lien avec les enjeux sociaux et les politiques urbaines (recyclage foncier, trames écologiques, lutte contre les îlots de chaleurs, renaturation des rivières...) en mobilisant des données scientifiques et des modèles environnementaux
- Modéliser des dynamiques urbaines et environnementales à l'aide de méthodes quantitatives et spatiales, en intégrant des données multiformes (géographiques, climatiques, sociales, économiques, sanitaires...)
- Associer les différentes parties prenantes (communautés scientifiques, acteurs publics et privés, citoyens, associations) dans des démarches participatives et collaboratives pour alimenter la réflexion
- Rédiger des rapports scientifiques et techniques à destination de publics variés (chercheurs, institutions, entreprises, acteurs locaux)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC06 — Concevoir des projets d'aménagement ou d'environnement urbain dans une perspective de transformation socio-écologique des systèmes urbains

LISTE DE COMPÉTENCES

- Adapter les outils et les principes de planification spatiale au regard des contextes locaux différenciés (politiques, institutionnels, financiers, économiques, juridiques) en tenant compte des échelles d'action
- Évaluer les impacts des mutations sur les espaces et les sociétés urbaines, en croisant données environnementales, sanitaires, socio-économiques, spatiales et géopolitiques à différentes échelles
- Intégrer dans les projets des éléments de temporalité (gestion de l'incertitude, évolution des normes...) et les faisabilités économiques, techniques et juridiques des projets
- Développer des démarches pro-actives face aux impératifs écologiques, sociaux et sanitaires en privilégiant des projets de systèmes urbains adaptables et résilients (naturation de la ville, moindre artificialisation...) autant que de remédiation (atténuation des impacts)
- Proposer des solutions innovantes en matière d'économie circulaire, de gestion des déchets, de recyclage, de

valorisation matière et énergétique tenant compte des demandes et des réticences sociales et des contraintes techniques, d'accessibilité et financières.

- Répondre à un appel d'offres en intégrant les critères économiques, techniques, juridiques, administratives pour engager un projet d'aménagement et d'environnement urbain
- Construire des scénarios prospectifs en tenant compte des évolutions socio-démographiques, technologiques et réglementaires, des différentes stratégies de transition et en utilisant le benchmarking
- Assurer une veille sur les directives, lois et règlements et les expériences internationales ayant trait à l'accessibilité, la transition écologique, l'aménagement et l'environnement urbain

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41383BC07 — Conduire des projets d'aménagement et d'environnement urbain

LISTE DE COMPÉTENCES

- Animer une gouvernance multi-acteurs en coordonnant les jeux d'acteurs et en intégrant les principes de gouvernance multi-échelles dans un processus de gestion de projet
- Promouvoir les collaborations avec des acteurs aux profils variés (collectivités, usagers, techniciens, entreprises) et le travail avec une équipe pluridisciplinaire en contribuant au développement des compétences, à la transmission de savoirs et à la gestion des dynamiques collectives
- Assurer le suivi des projets et de ses impacts dans ses différentes dimensions en construisant des indicateurs adaptés aux objectifs fixés
- Évaluer les projets conduits en réalisant des audits au regard des exigences environnementales et sociales en vigueur ou des politiques, pratiques et contrôles de conformité afin d'avoir une vision intégrée des problématiques
- Présenter au commanditaire public ou privé l'analyse de l'évaluation du projet et la proposition de solutions concrètes pour assurer la pérennité du projet
- Assurer une veille sur les directives, lois et règlements et les expériences internationales ayant trait à l'accessibilité, la transition écologique, l'aménagement et l'environnement urbain

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques

O : Administration publique

N : Activités de services administratifs et de soutien

H : Transports

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Agent de développement territorial
- Chargé de mission développement urbain
- Chargé de mission développement durable urbain
- Chargé de projets aménagement du territoire
- Chargé de projet en écologie territoriale et urbaine
- Chargé d'études en urbanisme, aménagement ou environnement- Urbaniste concepteur
- Chargé de mission dans les services à l'environnement
- Chef de projet prévention et valorisation des déchets
- Responsable d'exploitation déchets
- Chargé de mission économie circulaire
- Chef de projet petites et moyennes villes
- Manager de centre ville

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle, les diplômés pourront accéder à des postes de Consultant en

mobilité/urbanisme/environnement.

Sous réserve de réussite au concours ou des modalités de recrutement de la fonction publique les emplois peuvent s'exercer au sein d'organismes ou agences d'Etat, de collectivités territoriales.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 701 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X78 — Techniciens et agents de maîtrise en distribution et assainissement d'eau et gestion des déchets · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 140
Jugés difficiles à recruter	36 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	G1X78 — Techniciens et agents de maîtrise en distribution et assainissement d'eau et gestion des déchets H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Les prérequis pour l'entrée en 1ère année du cycle de formation sont précisés dans MonMaster
<https://monmaster.gouv.fr/>

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 528 €
Selon la branche	7 400 € – 9 000 €
Prise en charge	Branches concernées
8 528 €	Valeur par défaut · 209 branches
9 000 €	CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine, CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat
8 100 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
7 400 €	CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/08/2030
Date de dernière délivrance possible	31/08/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP35519

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.cyu.fr/>

<https://www.ec-nantes.fr/>

<https://www.ehesp.fr>

<https://www.ecoledesponts.fr/>

<https://www.entpe.fr/>

<https://www.st-etienne.archi.fr/>

<http://www.lyon.archi.fr/>

<https://www.nantes.archi.fr/>

<https://www.insa-rennes.fr/>

<https://www.univ-jfc.fr/>

<https://univ-cotedazur.fr/>

<https://www.univ-reunion.fr/>

<http://www.univ-lemans.fr/>

<https://www.univ-gustave-eiffel.fr/>

<https://www.univ-st-etienne.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41383/>

Où se former

Formations référencées	7
------------------------	---

Organismes	3
Régions couvertes	3
Prix indicatif	3 500 € – 8 500 €
Durée	402 – 944 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	3
Organismes gestionnaires (CFA)	2
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	2
Départements couverts	2
Organismes certifiés Qualiopi	2
Sessions	de 09/2025 à 08/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	2
Parcours menés à terme	1
Taux d'achèvement	50 %
Période	02/2026 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	11
Montant total engagé	38 155 €
Coût moyen par dossier	3 469 €
Durée moyenne	233 h
Période	01/2026 – 09/2026
France compétences	69 %
Reste à charge titulaire	29 %
Compte d'engagement citoyen	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.